



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Réforme des congés bonifiés - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n° 2020-851 et l'arrêté du 2 juillet 2020 publiés au Journal officiel du 4 juillet 2020 ont modifié le régime des congés bonifiés des fonctionnaires titulaires. Le décret modifie notamment la durée et la périodicité du congé. En effet, la bonification de 30 jours qui s'ajoutait au congé annuel est supprimée. La durée minimale de service ininterrompue pour l'ouverture du droit passe de 36 à 24 mois. La durée maximale du congé bonifié ne peut dorénavant excéder 31 jours consécutifs.

Par ailleurs, le décret modifie également la prise en charge des frais de transport. Le montant maximum du revenu du conjoint, du concubin ou du partenaire d'un pacte civil de solidarité pour la prise en compte de son voyage est exprimé à présent en euros et non plus par référence à l'indice brut de l'échelon 1 de l'échelle C1. Cette condition s'appréciant au regard du revenu fiscal de référence de l'année civile précédant l'ouverture du droit à congé bonifié de l'agent.

Seuls les frais de transport aérien entre la métropole et les territoires d'outre-mer sont pris en charge. Est donc exclue la prise en charge des frais occasionnés par des déplacements annexes (bus, taxi, navette, ...).

Les congés bonifiés sont accordés aux agents disposant de centres d'intérêts matériels et moraux dans les Départements d'Outre-mer. Cependant les critères permettant de définir ces centres d'intérêts ne sont pas explicitement définis dans les textes et la jurisprudence est très restrictive en la matière.

Aussi il est proposé, que les congés bonifiés soient accordés au travers d'un faisceau d'indices concordants permettant d'encadrer les centres d'intérêts matériels et moraux. Conformément à la circulaire du 03 janvier 2007 (n° FP2129), il convient de définir des critères principaux et des critères complémentaires et de convenir que pour que les congés bonifiés lui soient attribués l'agent doit remplir cinq critères cumulatifs dont trois principaux dans la liste suivante :

Critères principaux	Critères complémentaires
<ul style="list-style-type: none"> - Lieu de naissance des parents dans les DOM, - Naissance de l'agent dans les DOM, - Durée de la scolarité dans le DOM supérieure à la durée de la scolarité dans la métropole, - Lieu de mariage de l'agent dans les DOM, - Naissances des enfants de l'agent dans les DOM, 	<ul style="list-style-type: none"> - domicile des père et mère ou à défaut des parents les plus proches, - domicile avant l'entrée dans l'administration, - propriété ou locations de biens fonciers situés outre-mer (inscription au rôle des contributions ou sur les listes électorales, quittances de loyer), - inscription sur une liste électorale en outre-mer, - possession d'un compte bancaire ou postal, - demande de mutation dans le département d'outre-mer, - scolarité effectuée dans les DOM par les enfants de l'agent, - sépulture des parents, - fréquence des voyages et durée des séjours dans le territoire considéré hors congés bonifiés, - bénéfice antérieur d'un congé bonifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la modification des dispositions relatives aux congés bonifiés telles que décrites ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150921-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.